

UNIVERSITE DE LA MEDITERRANEE AIX-MARSEILLE II
Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
(E.P.S.C.P.)

RAPPORT D'AUDIT CONTRACTUEL SUR LES COMPTES
CONSOLIDES
(Exercice clos le 31 décembre 2011)

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.
480, avenue du Prado
13272 Marseille cedex 08

PricewaterhouseCoopers Audit
Les Docks-Atrium 10.1
10, place de la Joliette BP 81 525
13567 Marseille cedex 2

RAPPORT D'AUDIT CONTRACTUEL SUR LES COMPTES CONSOLIDES
(Exercice clos le 31 décembre 2011)

Université de la Méditerranée Aix-Marseille II

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (E.P.S.C.P)
Siège social : Sise Jardin du Pharo – 58, boulevard Charles Livon – 13007 Marseille

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur le contrôle des comptes consolidés de l'E.P.S.C.P – Université de la Méditerranée Aix-Marseille II, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par l'Agent Comptable et le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.


A notre avis, les comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2011, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement d'estimation exposé dans la note 2 de l'annexe relatif à la nouvelle évaluation par France Domaine des immeubles domaniaux mis à disposition par l'Etat à l'Université de la Méditerranée comptabilisés à l'actif du bilan. Cette évaluation précise les méthodes retenues et fait la distinction entre les terrains et les bâtiments.

Marseille, le 25 juin 2012


Les commissaires aux comptes

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.



Robert Acquaviva
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit



Vincent Thyssen
Associé

COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31 DECEMBRE 2011

SOMMAIRE

I. BILAN CONSOLIDE	4
II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	6
III. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	7
IV. ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES	9
NOTE 1 - INFORMATIONS GENERALES	9
NOTE 2 - FAITS MARQUANTS.....	9
NOTE 3 - METHODES DE CONSOLIDATION ET PRINCIPES COMPTABLES.....	10
3.1 Référentiel comptable.....	10
3.2 Modalités de consolidation.....	10
3.3 Méthodes et règles d'évaluation.....	11
NOTE 4 - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	18
NOTE 5 - EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT	19
5.1 Postes d'actifs immobilisés.....	19
5.2 Autres postes du bilan.....	23
5.3 Postes du compte de résultat.....	3
5.4 Engagements hors bilan.....	38

NOTE 6 - AUTRES INFORMATIONS.....	38
6.1 Honoraires des commissaires aux comptes.....	38
6.2 Événements postérieurs à la clôture.....	38
6.3 Dirigeants.....	38

I. BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en milliers d'euros)		Référence annexe	31/12/2011	31/12/2010
Actif immobilisé			376 059	195 219
Écarts d'acquisition			0	0
Immobilisations incorporelles		Note 5.1.1	696	603
Immobilisations corporelles		Note 5.1.2 /Note 2.1	374 921	194 374
Immobilisations financières		Note 5.1.3	442	242
Titres mis en équivalence			0	0
Actif circulant			75 201	81 780
Stocks et en cours			0	0
Clients et comptes rattachés		Notes 5.2.1	6 127	6 502
Autres créances et comptes de régularisation		Notes 5.2.2	30 770	18 004
Valeurs mobilières de placement		Note 5.2.3	10 672	48 536
Disponibilités		Note 5.2.4	27 632	8 738
Total de l'actif			451 260	276 999

PASSIF		Référence annexe		31/12/2011	31/12/2010
(en milliers d'euros)					
Capitaux propres (Part du groupe)		Note 5.2.5		379 085	208 917
Dotation				326 838	144 740
Affectation				0	0
Dons et legs en capital				494	283
Primes				0	0
Réserves et résultat consolidés				51 753	63 894
Intérêts minoritaires				394	441
Provisions		Note 5.2.6		423	481
Dettes				71 357	67 160
Emprunts et dettes financières				0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		Note 5.2.8		1 674	1 954
Autres dettes et comptes de régularisation		Note 5.2.9		69 683	65 205
Total du passif				451 260	276 999

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT		Référence annexe	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires		Note 5.3.1	20 778	19 430
Autres produits d'exploitation		Note 5.3.1	217 400	213 203
Achats consommés			(12 314)	(10 125)
Charges de personnel		Note 5.3.2	(179 246)	(176 178)
Autres charges d'exploitation		Note 5.3.3	(27 247)	(23 648)
Impôts et taxes			(2 539)	(2 294)
Dotations aux amortissements et provisions		Note 5.3.4	(15 507)	(13 126)
Résultat d'exploitation			1 325	7 264
Charges et produits financiers		Note 5.3.5	543	332
Résultat courant des entités intégrées			1 868	7 596
Charges et produits exceptionnels		Note 5.3.6	(216)	(100)
Impôt sur les résultat			0	0
Résultat net des entités intégrées			1 652	7 496
Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence			0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé			1 652	7 496
Intérêts minoritaires			34	136
Résultat net (Part du groupe)			1 618	7 360

III. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	2011	2010
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des entités intégrées	1 652	7 496
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:</i>		
Amortissements et provisions	15 716	14 651
Subvention d'investissement rapportées au résultat	(3 151)	(2 287)
Neutralisation des amortissements	(6 921)	(8 433)
Variation des impôts différés		
Plus-values ou moins values de cession, nettes d'impôt	6	24
Autres		10
Marge brute d'autofinancement des entités intégrées	7 302	11 462
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité:</i>		
Variation des stocks		
Variation des créances d'exploitation	-12 391	1 272
Variation des dettes d'exploitation (hors produits constatés d'avance sur subventions d'investissement)	462	41

Flux net de trésorerie généré par l'activité	-4 627	12 774
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(27 206)	(19 446)
Subventions d'investissement	11 902	7 730
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	1	9
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(15 303)	(11 707)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés par l'EPN tête de groupe à l'État		
Dividendes versés aux minoritaires des entités intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		
Dotations en numéraire pour projets de construction	960	770
Émissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	960	770
Variation de trésorerie	-18 970	1 803
Trésorerie d'ouverture	57 274	55 471
Trésorerie de clôture	38 304	57 274
Variation de la période	-18 970	1 803

IV. ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les comptes consolidés du groupe Université de la Méditerranée sont établis en application de l'article 13 de la loi n°85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques modifié par l'article 136-I de la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière (LSF). Ce texte prévoit notamment que « les établissements publics sont tenus d'établir et de publier des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe, dès lors qu'ils contrôlent une ou plusieurs personnes morales ou exercent sur elles une influence notable dans les conditions prévues aux articles L/233-16 et suivants du Code de commerce. »

NOTE 2 - FAITS MARQUANTS

2.1 Nouvelle évaluation de France Domaine pour les biens remis en dotation ou en affectation par l'Etat

Il faut rappeler que l'ancienne évaluation de 2009 avait occasionné une réserve de la part des commissaires aux comptes, car elle ne précisait pas les méthodes retenues pour ces évaluations et ne séparait pas les terrains des bâtiments.

Cette nouvelle évaluation est mieux documentée et différencie les terrains des bâtiments. Par contre, le montant est en forte augmentation passant de 149 M€ à 322 M€.

Conformément aux directives relatives aux corrections des omissions du 15 octobre 2009, les écritures correctives s'inscrivent dans le cadre d'un changement de méthode et sont donc imputées aux comptes de capitaux propres.

La mise en œuvre de cette correction a consisté à annuler par les capitaux propres les amortissements cumulés, les subventions nettes et les valeurs brutes à fin 2011 correspondant à la valorisation transmise en 2009 par la nouvelle évaluation communiquée en 2011 par France Domaine.

L'impact de cette substitution est d'environ 167 M€ sur les capitaux propres se décomposant comme suit :

- 322 M€ d'évaluation des immobilisations par France Domaine en décembre 2011
- 5 M€ de valeur nette comptable des subventions au 31/12/2011
- -160 M€ de valeur des actifs sortis y compris les amortissements neutralisés.

NOTE 3 - METHODES DE CONSOLIDATION ET PRINCIPES COMPTABLES

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe Université de la Méditerranée sont établis conformément aux dispositions de l'instruction n° 08-017-M9 du 3 avril 2008 et du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

3.2 Modalités de consolidation

Les entités d'importance significative contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le groupe sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le groupe détient au moins 50% du capital.

Les entités dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont mises en équivalence, l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus directement ou indirectement.

Les entités dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires ou associés sont intégrées proportionnellement.

Tous les comptes et transactions réciproques entre les sociétés intégrées sont éliminés, de même que les résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes, plus-values de cessions, provisions sur titres et créances, etc...)

Toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice le 31 décembre.

3.3 Méthodes et règles d'évaluation

3.3.1 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont intégralement comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils ont été encourus dans la mesure où il n'est pas possible de s'assurer des critères de capitalisation de ces frais.

3.3.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à 800 € HT sont comptabilisées en charge.

Les logiciels acquis sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service.

Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.

Les logiciels sont amortis linéairement sur 3 ans ou 5 ans pour une application lourde.

Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets, de marques, de propriété littéraire ou artistique. Ils sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

3.3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (y compris les frais accessoires)
 - à leur coût de production pour les biens produits par l'établissement
 - à leur valeur vénale, après estimation, pour les biens acquis à titre gratuit ou reçus en dotation ou en affectation
- Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à 800 € HT sont comptabilisées en charge, à l'exception des ordinateurs.

Les immobilisations corporelles sont amorties en linéaire sur les durées estimées d'utilisation.

Les durées généralement appliquées sur les immobilisations acquises avant le 31 décembre 2009 sont les suivantes :

- Agencements et aménagements des terrains :	10 ans
- Constructions :	30 ans
- Installations générales, agencements, aménagements des constructions :	30 ans
- Installations techniques et outillage :	10 ans
- Collections de documentation :	5 ans
- Collections littéraires, scientifiques, artistiques	non amorties
- Les installations générales, agencements et aménagements divers	10 ans
- Matériel de transport :	10 ans
- Matériel de bureau et mobilier :	10 ans
- Matériel informatique :	5 ans
- Matériel divers :	5 ans

A compter du 1^{er} janvier 2010, suite à une décision du conseil d'administration du 20 juillet 2010, les durées généralement appliquées sont :

Immobilisations incorporelles

• Frais de recherche et de développement	5 ans
• Logiciels :	3 ans ou 5 ans pour une application lourde.
• Autres concessions et droits similaires	5 ans
• Autres immobilisations incorporelles	5 ans

Terrains

Non amortis

Agencements et aménagements des terrains nus, aménagés, bâtis

10 ans

Bâtiments et Installations générales, agencements, aménagements des constructions

Amortissement par composants :

Conformément à l'instruction N° 06-007-M9 du 23 janvier 2006: Passifs, Actifs, Amortissements et dépréciations des actifs, l'université a mis en place la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants à compter du 1^{er} janvier 2010.

La valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2010 de chaque bâtiment inscrit au bilan de l'université a été décomposée selon 9 composants répartis de la manière suivante :

Familles	Composants	durée de vie	répartition de l'investissement en %
clos couvert	Structure	50	48,03%
	Etanchéité et Couverture	20	3,10%
	Façades		0,54%
	Menuiseries extérieures-serrurerie		8,73%
lots techniques	Electricité et courants forts-courants faibles	15	9,53%
	Plomberie		2,12%
	Chauffage et ventilation		11,69%
	Ascenseurs	15	0,02%
second œuvre, agencement	Cloisons-peintures-revêtements de sols	10	16,24%

Cette répartition a été calculée :

- A partir d'une étude sur bâtiments d'enseignement-recherche scientifique (Bâtiments de l'université de la Méditerranée et de l'université de Bourgogne). Cette étude a permis la répartition du coût de construction entre trois familles : Clos couvert, équipements techniques et second œuvre agencement.
- A partir d'une étude de détail sur la base de deux bâtiments de l'Université de la méditerranée (Odontologie et Neurosciences) qui a conduit à la décomposition selon les composants retenus.

En cas de sortie partielle de composant, la valeur nette comptable correspondante est comptabilisée en amortissement exceptionnel. Cet amortissement exceptionnel, en cas de bien remis en dotation, est neutralisé.

Installations techniques, matériels et outillage

- | | |
|--------------------------------------------------------|--------|
| • Installations techniques complexes | 10 ans |
| • Matériel scientifique | 5 ans |
| • Matériel d'enseignement | 5 ans |
| • Outillage | 10 ans |
| • Agencements et aménagements du matériel et outillage | 10 ans |

Collections

- | | |
|-------------------------------------------------------|--------------|
| • Collections de documentation : | 5 ans |
| • Collections littéraires, scientifiques, artistiques | non amorties |

Autres immobilisations corporelles

- | | |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| • Les installations générales, agencements et aménagements divers | 10 ans |
| • Matériel de transport : | 10 ans |
| • Matériel de bureau | 5 ans |
| • Mobilier | 10 ans |
| • Matériel informatique | 5 ans sauf pour les ordinateurs portables 3 ans |

- Matériel divers

5 ans

3.3.4 Immobilisations financières

Les titres de participations des entités hors périmètre de consolidation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participations est inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle est généralement déterminée par référence au montant des capitaux propres de la société détenue, éventuellement corrigé par l'appréciation des perspectives de rentabilité et des plus-values latentes.

3.3.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée à la clôture de l'exercice lorsque le cours de clôture d'une valeur mobilière de placement est inférieur à sa valeur comptable.

3.3.6 Capital social

Le capital social de l'Université de la Méditerranée est constitué par les dotations et affectations de l'Etat ainsi que par les dons et legs en capital.

Les actifs reçus en dotation, n'ayant pas vocation à être renouvelés en tant que tel par l'Université de la Méditerranée, sont traités selon le régime dit « de la neutralisation » : les dotations aux amortissements comptabilisés au compte de résultat sont neutralisées par la comptabilisation d'un produit exceptionnel. Ces dotations n'impactent donc pas le résultat mais le capital social.

3.3.7 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées:

- à la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses d'investissement réalisées dans le cadre des contrats gérés en ressources affectées
- à réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas.

Elles sont constatées au compte de résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles financent. Les subventions d'investissement non rapportées au compte de résultat sont comptabilisées en produit constaté d'avance dans le poste « Autres dettes et comptes de régularisation ».

3.3.8 Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est généralement constaté :

- Pour les droits universitaires à hauteur de 4/12^{ème} en produit à la clôture de l'exercice et à hauteur de 8/12^{ème} en produits constatés d'avance
- Lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année ainsi que la formation pour l'apprentissage et la mise à disposition de personnel
- A la réalisation de la prestation pour les autres prestations y compris les prestations de service et de recherche.

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées :

- des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes internationaux qui sont comptabilisées
 - o à la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées dans le cadre des contrats gérés en ressources affectées
 - o à réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas.
- de la taxe d'apprentissage dont le produit n'est reconnu qu'à hauteur des dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice. Ce principe repose sur le fait que les recettes provenant de la taxe d'apprentissage ne sont considérées comme définitivement acquises aux établissements que dans la mesure où ces derniers les ont utilisées pour financer la formation professionnelle.

3.3.9 Prise en compte des produits et opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice

Les contrats de recherche sont gérés en ressources affectées dès lors que les trois conditions suivantes sont remplies :

- existence d'obligations réciproques entre le groupe et son co-contractant (existence d'un contrat ou d'une convention)
- le groupe doit démontrer le respect des engagements contractuels par la production d'un compte-rendu scientifique et/ou financier.
- Les sommes non employées pour la réalisation des obligations du groupe doivent être reversées au cocontractant, sauf si celui-ci décide d'en laisser la libre disposition au groupe

Le revenu relatif à ces contrats est constaté à la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses réalisées en fonctionnement.

Les subventions d'investissement relatives à ces contrats sont enregistrées, à la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses d'investissement réalisées.

3.3.10 Redevances sur brevets

Conformément au décret n° 2005-1217 du 26 septembre 2005, relatif à la prime d'intéressement et à la prime au brevet d'invention attribuées à certains fonctionnaires et agents de l'Etat et de ses établissements publics auteurs d'une invention et modifiant le code de la propriété intellectuelle, 50% des redevances perçues sur les brevets sont reversées au chercheur.

3.3.11 Provisions pour risques et charges

➤ Engagements de retraites et prestations assimilées

Le groupe Université de la Méditerranée, de par la non significativité des engagements de retraite qu'il encoure, et conformément à la possibilité offerte par le CRC 99-02, ne constate pas de provision pour indemnité de départ à la retraite dans ses comptes consolidés.

➤ Autres provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- l'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers
- il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

3.3.12 Impôts

L'article 28 de la loi de programme pour la recherche (n° 2006-450 du 18 avril 2006) exonère d'impôt sur les sociétés les établissements publics de recherche et les établissements publics d'enseignement supérieur, les personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur ou d'un réseau thématique de recherche avancée et les fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche, parmi lesquelles les fondations de coopération scientifique, au titre des revenus tirés des activités conduites dans le cadre des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche définies aux articles L. 123-3 du code de l'éducation et L. 112-1 du code de la recherche.

3.3.13 Charges et produits exceptionnels.

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments, qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

NOTE 4 - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2011, le périmètre de consolidation du groupe Université de la Méditerranée se présente de la manière suivante :

			2011		2010	
			Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
Raison sociale, Forme, siège social	Pays	Numéro Siren				
Université de la Méditerranée 58 Bd Charles Livon – 13007 Marseille	France	191 318 435	Entité Mère	100%	Entité Mère	100%
Protisvalor Méditerranée S.A.S. 58 Bd Charles Livon – 13007 Marseille	France	441 801 651	Intégration globale	77,46%	Intégration globale	73,33%

NOTE 5 - EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

5.1 Postes d'actifs immobilisés

5.1.1 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Augmentation	Apurement (CA du 25/03/2008)	Diminution	Reclassements	31/12/2011
Logiciels, concessions, brevets	1 558	243			155	1 956
Droit au bail et fonds commercial	0					0
Autres immobilisations incorporelles	8					8
Immobilisations incorporelles en cours	58	196			(155)	98
Valeurs brutes	1 623	439	0	0	0	2 062
Logiciels, concessions, brevets	1 013	346				1 359
Droit au bail et fonds commercial	0					0
Autres immobilisations incorporelles	8					8
Immobilisations incorporelles en cours	0					0
Amortissements	1 021	346	0	0	0	1 367
Logiciels, concessions, brevets	545	(103)			155	598
Droit au bail et fonds commercial	0					0
Autres immobilisations incorporelles	0	0			0	0
Immobilisations incorporelles en cours	58	196			(155)	98
Valeurs nettes	603	93	0	0	0	696

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de logiciels. Les acquisitions principales concernent des logiciels achetés pour le compte de la recherche.

Au 31 décembre 2011, aucun brevet n'est comptabilisé à l'actif du bilan.

5.1.2 Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)					
	31/12/2010	Augmentation	Diminution	Reclassements	31/12/2011
Terrains	2 052	178 257	(2 052)	0	178 257
Constructions	159 580	147 615	(166 608)	3 274	143 862
Installations techniques, matériel et outillage	30 402	8 908			39 310
Autres immobilisations corporelles	14 712	4 384	(40)	0	19 057
Immobilisations corporelles en cours	8 369	8 420		(3 274)	13 515
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	5 319	10 196	(9 113)		6 401
Valeurs brutes	220 435	357 781	(177 812)	0	400 403
Terrains	18	26	(45)		(0)
Constructions	7 815	7 992	(15 789)	0	19
Installations techniques, matériel et outillage	11 354	4 712		0	16 066
Autres immobilisations corporelles	6 873	2 664	(139)	0	9 398
Immobilisations corporelles en cours	0				0
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0				0
Amortissements	26 061	15 394	(15 972)	0	25 482
Terrains	2 033	178 231	(2 007)	0	178 257
Constructions	151 765	139 624	(150 819)	3 274	143 843
Installations techniques, matériel et outillage	19 049	4 196	0	0	23 244

Autres immobilisations corporelles	7 833	1 721	100	0	9 659
Immobilisations corporelles en cours	8 375	8 420	0	(3 274)	13 515
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	5 319	10 196	(9 113)	0	6 401
Valeurs nettes	194 374	342 387	(161 840)	0	374 921

On retrouve pour les terrains et constructions l'intégration des nouvelles valeurs données par France domaine à hauteur de 322 M€ et la sortie des anciennes valeurs pour 168 M€.

Les installations techniques concernent pour l'essentiel des acquisitions de matériels scientifiques par les laboratoires de recherche dans le cadre de contrats souvent financés par l'ANR.

Les autres immobilisations corporelles correspondent pour pratiquement 4 M€ à des acquisitions de matériels informatiques.

5.1.3 Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Augmentation	Diminution	Reclassements	31/12/2011
Titres des sociétés non consolidées	138	94			232
Créances sur participation		200			200
Autres titres immobilisés	63				63
Prêts	15				15
Dépôts et cautionnements	27	15	-12		29
Valeurs brutes	242	309	-12	0	539
Dépréciation financière		97			97
Valeurs nettes	242	212	-12	0	442

(en milliers d'euros)		Entité	
	Valeur	% détenu	détentrice
PACAVALO	13	16,67%	Université de la Méditerranée
SATT	89	8,90%	Université de la Méditerranée
TROPHOS	97	0,34%	Protisvalor
INODIAG	2	0,37%	Protisvalor
PROTOMED	11	5,00%	Protisvalor
NEURON EXPERTS	1	1,08%	Protisvalor
GENESIN'K	10	14,30%	Protisvalor
VECT-HORUS	1	0,01%	Protisvalor
AMIKANA	0	0,50%	Protisvalor
Autres	8		Université de la Méditerranée
Total	232		

Les titres Pacavallo appartiennent à l'université de la Méditerranée.

Les titres Trophos, Inodiag, Protomed et Neuron experts, Genesin'k et Vect-horus appartiennent à Protisvalor Méditerranée dont les statuts prévoient qu'elle puisse prendre des participations dans des sociétés innovantes ayant un lien direct ou indirect avec les résultats de la recherche universitaire.

5.2 Autres postes du bilan

Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	< à 1 an	de 1 à 5 ans	31/12/2011	31/12/2010
Valeurs brutes	6 524		6 524	7 042
dont <i>créances douteuses</i>	396		396	544
Dépréciations	(396)		(396)	(540)
Valeurs nettes	6 127	0	6 127	6 502

Les créances clients sont principalement constituées des créances liées à des prestations de services faites par le groupe et de créances sur les étudiants.

5.2.1 Autres créances et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	de 1 à 5 ans				
	< à 1 an			31/12/2011	31/12/2010
Avances et acomptes versés	4			4	0
Déficits et débets	0				208
Subventions à recevoir	*		*	7 472	2 724
Autres créances fiscales et sociales	5 396			5 396	2 333
Ordres de reversement à recouvrer	209			209	131
Produit à recevoir sur ressources affectées	*		*	17 136	12 288
Autres produits à recevoir	196			196	17
Charges constatées d'avance	282			282	410
Autres	77			77	102
Valeur brute				30 770	18 212
Déficits et débets					(208)
Dépréciations				0	(208)
VALEURS NETTES				30 770	18 004

* Non déterminé : Les postes « subventions à recevoir » et « produit à recevoir sur ressources affectées » sont liés à des financements pluriannuels dont l'échéance peut être aléatoire en fonction de l'avancement des projets.

les subventions à recevoir augmentent par le fait que de grosses factures ont été émises en fin d'année et n'étaient pas réglées au 31/12/2011, c'est le cas pour 1.5M€ pour le précept ANR, pour 1 M€ pour le financement de la région dans le cadre du CPER.

L'augmentation des autres créances fiscales et sociales correspond à l'augmentation du crédit de TVA consécutif aux dépenses de recherche, Le remboursement de ce crédit devant être demandé dans le courant de l'année 2012.

Nous pouvons également noter l'accroissement de nos contrats gérés en Ressources affectées notamment auprès de l'ANR.

5.2.2 Tableau de variation de la provision pour dépréciation des créances

Nature	Provisions au début de			Provisions à la	
	l'exercice	Augmentations	Diminutions	Reclassement	fin de l'exercice
Créances douteuses	540	248	-350		438
Déficits	208		-208		0
Créances diverses	0				0
Total	748	248	-558	0	438

La chambre régionale des comptes ayant rendu son jugement définitif sur les comptes de l'université jusqu'à l'exercice 2008, sans mettre en cause les comptes successifs, la créance sur les agents comptables d'un montant de 208 K€ a pu être soldée.

5.2.3 Trésorerie et équivalent de trésorerie

(en milliers d'euros)		31/12/2011	31/12/2010
Valeurs mobilières de placement		10 963	48 684
Dépréciations		(291)	(148)
Valeurs nettes des valeurs mobilières		10 672	48 536
Banque		-579	8 727
Compte de placement rémunéré		28 201	
Autres		10	0
Caisse		1	10
Disponibilités		27 632	8 738
Total		38 304	57 274

Détail des valeurs mobilières de placement :

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Actions BPPC	1 047	168	(267)	949
Actions INODIAG	1			1
Actions CDC	190			190
Obligations	391	374	(203)	562
Sicav monétaires		584		584
Autres VMP BPPC	219	11		229
Autres VMP CDC	143			143
Sicav Caisse d'Epargne	2 803	2 707	(2 101)	3 409
Compte à terme	40 000	94 000	(134 000)	0
Dépôt à terme BNP	1 000	1 000	(1 000)	1 000
OPCVM Sequin Europe	2 890	3 161	(2 855)	3 196
CHAIX		700		700
Provision pour dépréciation BPPC	(148)	(143)		(291)
Total Valeurs mobilières de placement	48 536	102 561	(140 426)	10 672

La forte baisse de la trésorerie provient de la conjonction du prélèvement sur le fonds de roulement pour 6.8 M€, mais aussi de l'augmentation du besoin en fonds de roulement de 12.1 M€.

L'université a obtenu en fin d'année 2011 la possibilité d'ouvrir un compte rémunéré auprès de la DGFIP, ce qui explique la baisse des Valeurs mobilières de placement qui sont aujourd'hui détenues par la filiale.

5.2.4 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Dotations (biens mis à disposition)	Dons	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture (01/01/2011)	144 740	283	56 534	7 360	208 917
Dotations du ministère de l'enseignement supérieur	960				960
Dotations liées à l'intégration du patrimoine (nouvelle évaluation)	322 119				322 119
Neutralisation des amortissements	(6 921)				(6 921)
Sortie de l'évaluation du patrimoine précédente	(134 060)		(13 751)		(147 811)
Dotations fondation					0
Dons CNRS		212			212
Affectation du résultat			7 360	(7 360)	0
Résultat de l'exercice				1 618	1 618
Autres mouvements			(9)		(9)
Situation à la clôture (31/12/2011)	326 838	494	50 134	1 618	379 085

Sur l'exercice 2011, le poste dotation augmente du fait de l'intégration au bilan de la nouvelle évaluation par France Domaine des biens reçus en dotation par l'université à hauteur de 322 M€.

L'université a également reçu de l'état 2 dotations en fonds propres, une de 600 K€ pour le projet de construction océanoméd et l'autre de 330 K€ pour le bâtiment pédagogique de la Timone. Ces 2 opérations sont des opérations financées dans le cadre du Contrat de Projet Etat Région.

5.2.5 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Dotations	Reprises utilisées	Reprises devenues sans objet	31/12/2011
Provisions pour risques et charges sur affaires	418	81	-75		423
Provisions pour risques environnementaux					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour restructuration					
Autres provisions pour risques et charges hors exploitation	64		-64		0
Total	481	81	-139	0	423

(*) Autres flux: variations de périmètre, écarts de conversion, reclassements, etc

423

Dans le cadre du contrat de mandat qui lie l'université de la Méditerranée et sa filiale Protisvalor Méditerranée pour la gestion des contrats de recherche, une provision a été comptabilisée en 2009 pour couvrir les risques de pertes liés à la fermeture envisagée d'une activité de prestations de services déficitaire et à divers contrats qui n'ont pas abouti, qui n'ont pas été correctement justifiés ou qui incluent des créances dont le recouvrement est incertain. L'évaluation de cette provision au 31 décembre 2011 a conduit à une reprise de provision de 75 K€ sur l'exercice.

Les autres provisions pour risques et charges qui correspondaient principalement à un contentieux sur le site de Luminy ont été reprises suite à un jugement favorable.

5.2.6 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices du groupe Université de la Méditerranée est nulle sur l'exercice 2011.

Le groupe ne présente pas d'impôts différés au 31 décembre 2011.

5.2.7 Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	de 1 à 5		31/12/2011		31/12/2010	
	< à 1 an	ans				
Fournisseurs	805		805		448	
Fournisseurs d'immobilisations	502		502		147	
Charges à payer	366		366		382	
Charges à payer sur immobilisations	0		0		978	
Total	1 674	0	1 674	0	1 954	0

Le poste « Fournisseurs » reste à un niveau faible du fait que les dernières factures 2011 ont été mis en paiement sur la fin de l'exercice 2011 afin de limiter les opérations de reprise sur la nouvelle entité créée en 2012 avec la fusion des 3 universités du site.

Les charges à payer sur immobilisations sont nulles du fait du choix de l'université dans le logiciel SIFAC de comptabiliser les immobilisations à la réception de la facture.

5.2.8 Autres dettes et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	de 1 à 5 ans		31/12/2011	31/12/2010
	< à 1 an			
Dettes fiscales et sociales	4 083		4 083	5 084
Dettes sur immobilisations				
Taxe d'apprentissage	0		0	0
Charges à payer sur ressources affectées	*	*	18 405	13 637
Produits constatés d'avance	45 119		45 119	41 512
Autres dettes	2 076		2 076	4 972
Total	51 278	0	69 683	65 205

*Non déterminé : Le poste « Charges à payer sur ressources affectées » est lié à des contrats de recherche pluriannuels dont l'échéance peut être aléatoire en fonction de l'avancement des projets.

Les charges à payer sur ressources affectées augmentent du fait de l'augmentation du nombre de contrats.

5.3 Postes du compte de résultat

5.3.1 Produits d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Droits universitaires	4 290	4 322
Prestations de recherche	4 247	3 689
Formation continue et formation pour l'apprentissage	5 416	6 149
Autres prestations de services	6 063	4 328
Mise à disposition de personnel	298	427
Locations	311	301
Produits des activités annexes	154	214
CHIFFRES D'AFFAIRES	20 778	19 430
Redevances brevets	271	477
Autres produits d'exploitation	1 659	1 411
Transfert de charges	6	12
Autres produits d'exploitation	1 936	1 900
Subventions Etat	190 441	188 235
Subventions Collectivités publiques	12 366	8 263
Subventions Communauté Européenne	7 972	3 668
Taxe d'apprentissage	2 016	2 486
Dons et Legs	1 073	1 063
Autres subventions	5 320	7 589
Total Subventions d'exploitation	219 189	211 303
TOTAL AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	221 125	213 203
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	241 903	232 633

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées de la dotation globale de fonctionnement qui s'est élevée, hors crédits d'investissements et réserve de précaution, à 182 555 K€ sur 2011 et qui se répartit de la manière suivante :

- Masse salariale : 163 586 K€
- Crédits de fonctionnement : 18 969K€

Les subventions d'exploitation incluent également :

- les reprises de subventions d'investissement
- la neutralisation des amortissements

5.3.2 Charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Salaires	109 986	110 466
Charges sociales	69 260	65 712
Total	179 246	176 178

L'augmentation correspond essentiellement à l'augmentation du taux de pension civile qui a été totalement financé par la dotation de l'état.

Catégories	Equivalent temps plein travaillé 31.12.11	Equivalent temps plein travaillé 31.12.10
A	2 072	2 016
B	269	254
C	681	684
Total	3 022	2 954

	Equivalent temps plein travaillé 31.12.11	Equivalent temps plein travaillé 31.12.10
ENSEIGNANTS		
Titulaires	1065	1060
Non Titulaires	547	587
Total	1612	1647
BIATOSS		
Titulaires	865	874
Non Titulaires	348	294
Contrat Recherche	199	139
Total	1412	1307

5.3.3 Autres charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Sous-traitance générale		
Location, entretien, assurance	5 143	3 637
Etudes et recherche	13	25
Documentation	2 095	2 366
Autres services extérieurs	615	453
Honoraires et prestations extérieures	3 275	2 521
Publicité, publications, relations publiques	433	464
Transports, déplacements et missions	4 380	4 002
Frais postaux et Télécom	760	1 004
Services bancaires	35	36
Autres achats et charges externes	4 165	3 606
Autres charges d'exploitation	6 332	5 534
Total	27 247	23 648

Les postes qui évoluent de façon significative sont :

La sous traitance générale est en augmentation du fait de la progression des travaux d'entretien et de maintenance.

Les honoraires du fait du recours à des prestataires extérieurs

Les autres achats et charges externes avec l'augmentation de la charge de nettoyage consécutive à la livraison de nouveaux bâtiments.

5.3.4 Dotation nettes aux amortissements et aux provisions

	(en milliers d'euros)	
	31/12/2011	31/12/2010
Dotations aux amortissements	15 677	14 754
Dotations aux provisions	349	282
Reprises de provisions	(518)	(509)
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	15 507	14 526

5.3.5 Charges et produits financiers

	(en milliers d'euros)	
	31/12/2011	31/12/2010
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement	559	306
Gains de change	22	0
Autres produits financiers	10	
Reprise de provisions financières	0	86
Valeurs nettes des valeurs mobilières	591	391
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	38	54
Pertes de change	9	5
Dotation aux provisions financières		
Disponibilités	47	59
Total	543	332

La petite reprise des taux d'intérêts a permis une légère augmentation des produits.

5.3.6 Produits et charges exceptionnels

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Produits de cession des immobilisations	1	9
Neutralisation des amortissements exceptionnels sur biens remis en dotation	0	1 474
Reprise de provisions exceptionnelles		23
Autres produits exceptionnels	1	21
Produits exceptionnels	2	1 527
Débets	208	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	7	33
Créances irrécouvrables		82
Dotations aux amortissements exceptionnels		1 509
Dotations aux provisions exceptionnelles		
Autres charges exceptionnelles	3	3
Charges exceptionnelles	218	1 627
Total	(216)	(100)

En 2010, conformément à la nouvelle méthode de comptabilisation et d'amortissement des actifs par composants, un amortissement exceptionnel de 1494 K€ avait été comptabilisé afin de pouvoir réaliser la sortie partielle de composants correspondant aux travaux mis en service sur l'exercice. Une neutralisation de cet amortissement à hauteur de 1 474 K€ a été constatée pour les composants sortis remis en dotation.

En 2011, avec l'intégration des nouvelles valeurs des immobilisations, cette opération n'a pas été renouvelée.

5.4 Engagements hors bilan

5.4.1 Engagements donnés

Fondation de coopération scientifique « Infectiopôle Sud » devenue **Méditerranée infection** : l'Université de la Méditerranée s'est engagée à verser 1 M€ de dotation initiale à cette fondation créée en 2007 ; 400K€ ont déjà été versés entre 2008 et 2011.

L'engagement résiduel au 31 décembre 2011 s'élève à 600 K€ qui devra être versé par tranche de 200 K€ de 2012 à 2014.

5.4.2 Engagements reçus

Néant

NOTE 6 - AUTRES INFORMATIONS

6.1 Honoraires des commissaires aux comptes

La charge relative à la mission d'audit légal des comptes de PWC sur l'exercice 2011 s'élève à 27 508 euros.

6.2 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a eu lieu depuis le 31 décembre 2011.

6.3 Dirigeants

Aucune avance ni crédit n'a été accordé aux membres du conseil d'administration et du comité de direction de l'Université de la Méditerranée.